

LA RELANCE COÛTE QUE COÛTE

Category: Santé

écrit par Jérémy | 15 juillet 2021

LA RELANCE COÛTE QUE COÛTE

OU COMMENT TRAVAILLER PLUS POUR TRAVAILLER PLUS

Emmanuel Macron, comme d'habitude, s'est félicité de sa bonne gestion de la crise sanitaire et de son pendant économique et social.

Pourtant la pandémie est toujours là et seule la vaccination semble l'arme indispensable. La gestion de cette question par Emmanuel Macron et le gouvernement a été erratique et irresponsable. C'est la raison principale de la défiance malheureusement massive vis-à-vis du vaccin.

Alors qu'il avait dit précédemment le contraire, la vaccination va devenir obligatoire pour les personnels de santé qui sont menacés par Olivier Véran de ne plus être payés s'ils ne sont pas vaccinés. Pour tout le monde à partir du 1er Aout le pass sanitaire sera obligatoire dans beaucoup de lieux du quotidien (bars, centres commerciaux...) Les tests deviendront payants à l'automne.

Si l'on peut estimer que c'est une nécessité collective, l'obligation pour les personnels soignants n'aurait pas dû se faire ainsi mais en concertation et en confiance : dans le monde de la santé, particulièrement parmi les personnels les plus mal rémunérés et les plus exploités, la confiance dans les institutions et les politiques de santé publique ne peut pas être restaurée sans une réforme radicale : revalorisation salariale massive, amélioration immédiate des conditions de travail, arrêt des politiques de fermeture de lits et de services et de la destruction de l'hôpital public.

Sur le plan économique et social, tout va bien ! Une certitude : tout le monde ne paiera pas la crise sanitaire à la hauteur

de ses moyens. Plutôt que la bataille de la levée des brevets, le renforcement des services publics, ou la remise en cause des rentes de capital, le Président de la République prône maintenant le « travailler plus pour ... travailler plus ». Dès le 1er octobre, il a prévu de mettre en place la contre-réforme de l'assurance chômage malgré l'avis négatif du Conseil d'État. Le président justifie ce choix de baisser le revenu des plus précaires pour les contraindre à accepter n'importe quel emploi. C'est la même idée du travailler plus – longtemps – dans la réforme des retraites, même si celle-ci est conditionnée à la fin de la pandémie. Celles et ceux qui vont payer la crise ne sont assurément pas celles et ceux dont les profits se sont envolés pendant la crise.

En bref, la pandémie que nous vivons, le manque de légitimité constatée lors des dernières élections, l'augmentation des inégalités, n'entament en rien la politique néo-libérale de ce gouvernement et d'E. Macron qui se projette jusqu'en 2030 ! En guise de cerise sur le gâteau, le « revenu d'engagement » pour les jeunes précaires, en extension de la garantie jeune, un système non automatique, dont les conditions d'accès lui feront probablement encore une fois rater sa cible.

ENSEMBLE! ne peut que souhaiter et construire avec d'autres forces une rupture radicale avec la politique menée et poursuivie par ce gouvernement.